



## Comité Local (CSAL Aude) 12 janvier 2024 DECLARATION Liminaire

Monsieur le Président,

**Ce comité en reconvoction a pour ordre du jour** le suivi des engagements pris en CSAL; règlement intérieur du CSAL; point d'étape NRP au 1<sup>er</sup> décembre 2023; mais nous avons d'autres questions à faire remonter qui concernent la vie quotidienne de nos services. Sans ordre particulier, nous avons des questions sur les entretiens de recrutement de fonctionnaires hors concours de la ddip 11, un point sur le SDIF et un point gmbi sur le département, un point sur les travaux sur les sites de Narbonne, du CDC et Carcassonne, un point sur le fond d'amélioration des conditions de vie au travail (FACVT), sur les sièges des télétravailleurs, un point sur le réaménagement de la place Gaston Jourdanne par la mairie, et sur le parking sur Carcassonne en lien avec la déclaration intersyndicale que nous avons lue en décembre, un point sur les effectifs de l'équipe de soutien technique et logistique, un point sur le SPF de Carcassonne et « l'objectif » des 100 jours. Quant au bilan antenne SIE, notre syndicat vous rappelle que vous devez le faire, nous ne l'avons toujours pas à l'ODJ semble-t-il de ce comité pourtant dédié aux restructurations.

**Les documents nationaux du projet de loi des finances (PLF) sont sortis avec le nombre de suppressions d'emplois** nettes par catégories par département. Sur la France 783 suppressions d'emplois ont lieu dans le réseau des directions territoriales compensées en partie par des renforts de 393 emplois en particulier dans la fraude fiscale et les missions d'audit. Pour notre département, les chiffres (encore très globaux) nous font évaluer qu'il y a une suppression nette d'un agent C et d'un géomètre, et au total la création de deux postes dont deux venant de transferts (suite à l'arrivée de missions comme la taxe d'urbanisme).

**Vous savez aussi que le sujet de l'emploi** est un sujet fort de la préoccupation des agent-e-s avec des incidences sur les missions et leurs conditions de vie, leur niveau de stress, d'autant plus prégnantes quand ils sont confrontés aux inepties et balbutiements technologiques de la DGFIP. Vous en

avez un exemple récent avec l'interpellation des agents du SIP de Limoux ou la faillite GMBI.

Environ 1500 recrutements de contractuels sont prévus par la DGFIP en 2024 à cause de recrutements par concours en nombre insuffisant. Ce n'est pas satisfaisant.

M. Attal s'est vite enfui (avec les lauriers !) dans un autre ministère après avoir donné son feu vert à GMBI. M. Attal ensuite repromu premier ministre. Sans commentaire. M. Attal, Bercy et le DG doivent pourtant rendre des comptes. 100 suppressions d'emplois avaient été fléchées grâce aux gains de GMBI ! La blague. Même la DG est obligée d'affecter en catastrophe pour GMBI 127 vacataires, nous attendons avec appréhension la prochaine campagne ir/th...Le DG a d'ailleurs sorti de son chapeau une prime pour les « seuls » agents impactés par l'incompétence GMBI comme réponse aux dégradations de nos rémunérations.

La CGT Finances publiques et l'intersyndicale DGFIP souhaitaient au contraire une prime collective relative à l'activité pour 2023. Tous les agents et agentes de la DGFIP travaillent dans des conditions compliquées avec des moyens insuffisants tant sur le plan matériel qu'humain.

Les négociations reprennent le 29 janvier sur ce sujet mais seul le rapport de force par l'arrêt de travail et les blocages permettra des réponses à la hauteur des besoins.

Et pourtant il n'est pas possible d'égrainer la longue liste des gaspillages et des mauvaises politiques. Qu'il s'agisse des 247.000 euros dépensés pour l'amélioration des bureaux des 14 agents de la direction régionale à Toulouse. Qu'il s'agisse des magouilles du PSG avec le ministre Darmanin, nouvel épisode d'un gouvernement de bandits et de patrons avec des affaires et condamnations en nombre record et à n'en plus finir plusieurs fois par an depuis 2017. Qu'il s'agisse de la loi de programmation militaire et ses 413 milliards etc etc

Pour la CGT, il n'y a qu'une réponse efficace à toutes ces dégradations de nos vies : encore la mobilisation ! Cela dépend de nous !

Les élus de la CGT Finances Publiques Aude.  
**N'hésitez pas, contactez les collègues de la CGT Finances Publiques 11 ;** Mél : [cgt.ddfip11@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:cgt.ddfip11@dgfip.finances.gouv.fr);